

„Passer d'une croissance quantitative à une croissance qualitative“

GRANDE RÉGION Claude Wiseler sur les enjeux transfrontaliers

Jean-Pierre Cour

Le président du parti populaire chrétien-social luxembourgeois et candidat au poste de premier ministre était l'invité de l'IGR.

L'institut de la Grande Région (IGR) invitait à Schengen Claude Wiseler, chef de file du CSV, à l'occasion des élections législatives luxembourgeoises du 14 octobre dans le cadre des „Brunchs de l'IGR“.

Anticiper la prochaine crise

Cet institut réunit des acteurs et des décideurs économiques, culturels, politiques et milite pour une plus grande appropriation par les citoyens des enjeux frontaliers. Claude Wiseler faisait le point ici sur l'émigration choisie et le travail transfrontalier, la création de zones transfrontalières à fiscalité particulière, sur la gouvernance de la Grande Région mais aussi sur sa discrétion naturelle qui, paradoxalement, le rend aujourd'hui célèbre.

Etonnamment, lorsqu'on l'interroge en tant que challenger du premier ministre actuel pour savoir quels sont les points qui le séparent véritablement de Xavier Bettel ... petit silence! Avec une prudence de sioux, il botte en touche en répondant que c'est là quelque chose auquel il tient à réfléchir posément, se refusant à répondre à l'emporte-pièce à la presse.

Il admet simplement, qu'il a une approche différente des choses mais que certains dossiers administratifs pourraient être moins lourds ou certaines lois environnementales moins pesantes. Ces dernières ayant conduit l'usine Knauf à s'implanter en Moselle plutôt qu'au Grand-Duché du fait, selon lui, de réponses manquant de clarté de la part du gouvernement. Autre point d'une distance certaine: „Le gouvernement actuel, avec une croissance à 4,5%, devrait savoir anticiper et envisager le futur. Plus tard ... demain peut-être, une nouvelle crise viendra. Je ne sais pas quand, mais elle viendra. Il faut profiter de cette croissance pour anticiper cette ou ces crise(s) future(s)“. Il note au passage que les prochaines élections vont

aussi se jouer sur les enjeux du quotidien des Luxembourgeois et qu'un gouvernement compétent doit y répondre tout en prenant en compte, toutefois, les grands enjeux politiques et structurels du pays. C'est cette alchimie complexe à laquelle il tente de s'attaquer.

Mobilité: un enjeu politique

Sur le travail transfrontalier et l'attractivité générant fin 2018, 100.000 navetteurs et 14.000 résidents de plus par an: „Il faudrait aujourd'hui construire une ville comme Bettembourg chaque année!“

Il ajoute: „Le développement du travail frontalier est le fait des entreprises. Il est donc difficile de freiner le flux“, commente Claude Wiseler en constatant aussi que les problèmes de mobilité seront au cœur des prochaines élections à venir. Il complète en rappelant que plutôt que vouloir freiner cette migration, il faudrait plutôt soutenir l'artisanat et l'industrie sans abandonner le rôle du Luxembourg en tant que

place financière de première importance. Il propose donc de „passer d'une croissance quantitative à une croissance qualitative“. Pour cela il propose aussi de miser un peu plus sur la Recherche & Développement, les nouvelles technologies, l'économie circulaire, les biotechnologies, la médecine, etc. Il se dit aussi pour que l'on réfléchisse à nouveau sur la création de zones transfrontalières à fiscalité particulière. Il trouve ici que l'idée demeure intéressante en notant qu'il y a moins de difficultés du côté luxembourgeois que de l'autre côté de la frontière.

Grande Région et discrétion

Concernant la gouvernance de la Grande Région transfrontalière transférée demain à la Sarre, il remarque: „Le travail en Grande Région est un travail continu. Les dossiers d'aujourd'hui se travailleront demain et les Sarrois vont poursuivre car on est ici dans le temps long. La variété des lois nationales rend la gouvernance difficile. L'effort essentiel est de re-

mettre de l'énergie à chaque changement de direction et ce n'est pas toujours évident.“ Pour clore, il se dit pour un renforcement du rôle des communes considérant que l'Etat ne peut pas tout faire; il se dit aussi pour une véritable politique du logement prenant en compte la rareté des terrains disponibles et le problème de la hausse continue du foncier et des +7% de hausse des loyers. Le domaine scolaire aussi qui manque de personnels et est pour lui un enjeu majeur à résoudre très vite.

Sur les migrants, il concluait: „Nous devons définir comment, nous Luxembourgeois, voulons vivre au Luxembourg. Nous voulons garder notre neutralité et notre mode de vie. Il nous faut des principes intangibles dans un pays déjà très cosmopolite. Enfin, je regrette la radicalité qui s'installe dans le pays. Je pense qu'il faut revenir à des débats plus apaisés; comme nous les avions dans le temps“. Enfin, et pour clore, sur son côté discret: „La discrétion est pour moi une qualité. Je n'impose pas mon ego. Je suis un homme de dossier et je ne veux pas présenter une fausse image de moi.“